

Dominique Plihon Membre des Économistes atterrés et auteur des Capitalismes contemporains (la Découverte, 2025)

Denis Durand Membre du conseil national du PCF et codirecteur d'Économie & politique

## **Cryptomonnaie : la chute du bitcoin rebat-elle les cartes ?**

### **En débat**

Depuis octobre 2025, le cours du bitcoin s'est effondré, passant de plus de 100 000 euros à environ 60 000. De nouveaux cryptoactifs comme les stablecoins se développent sur fond de lutte pour l'hégémonie monétaire entre le dollar et ses concurrents.

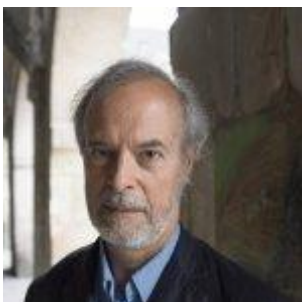
Publié le 19 mars 2026 Journal l'Humanité



Le bitcoin a été lancé dans les années 2007-2008 par des acteurs privés pour se passer des intermédiaires privés et publics et de la supervision des banques centrales.

Cryptomonnaie, [stablecoin](#), [monnaie numérique de banque centrale](#)... Le développement des technologies révolutionne l'instrument monétaire au point de mettre à mal le monopole que les États exercent jusqu'à présent. Alors que la domination du dollar sur les échanges internationaux est contestée, la question de la création d'une monnaie commune privilégiant la coopération à la concurrence peine à être posée.

Pourquoi, selon vous, le bitcoin n'est pas une monnaie ?



Dominique Plihon

Membre des Économistes atterrés et auteur des Capitalismes contemporains (la Découverte, 2025)

Le bitcoin a été lancé dans les années 2007-2008 par des acteurs privés pour se passer des intermédiaires privés et publics et de la supervision des banques centrales. Le bitcoin n'est pas une monnaie, [c'est un cryptoactif](#). Sa fonction est essentiellement spéculative. Les acteurs ont pour objectif de réaliser des gains sous forme de plus-values liées à la hausse du cours du bitcoin.

Pourquoi son cours s'est effondré ?

**Dominique Plihon** Ce krach n'est ni une surprise ni le premier. Ces chutes sont liées à sa nature essentiellement spéculative. Les acteurs perdent confiance et se mettent à vendre en raison de facteurs divers qui peuvent être économiques ou géopolitiques.



Denis Durand

Membre du conseil national du PCF et codirecteur d'Économie & politique

La technique de la « blockchain » est à l'origine du développement des cryptoactifs. Cet outil informatique permet de stocker sans limites des informations sans qu'on puisse les supprimer ou les altérer. [Les cryptoactifs ne sont pas des monnaies](#). Ils ne peuvent pas servir d'unité de compte car leur valeur varie sans cesse. Il y aura d'autres krachs et la question qui se pose est de savoir si l'un d'eux ne va pas contaminer l'ensemble du système financier.

Les banques qui détiennent des cryptoactifs ne sont-elles pas exposées à un risque de faillite ?

**Dominique Plihon** On assimile souvent le secteur des cryptoactifs au « shadow banking », la banque de l'ombre, c'est-à-dire les activités qui échappent au contrôle des institutions censées les surveiller. Il est imaginable qu'un des acteurs qui interviennent sur ce marché s'effondre et entraîne dans sa chute les autres acteurs. C'est ce qu'on appelle le risque systémique. On sait que des banques traditionnelles font commerce de bitcoins mais, pour le moment, il semble qu'on n'ait pas atteint le niveau de risque où un gros acteur serait en difficulté au point de provoquer une crise d'envergure.

**Denis Durand** Les banques sont impliquées. Elles peuvent acheter directement ou financer les spéculateurs sur le marché des cryptomonnaies. Ces derniers triplent ou quintuplent leur mise en empruntant auprès des banques : c'est ce qu'on appelle l'effet levier. Cela fait peser un risque sur les banques.

C'est ce scénario qui s'est produit lors de la crise des subprimes en 2008. Quand les banques sont menacées, c'est suffisamment grave pour provoquer l'intervention des banques centrales,

qui déversent des quantités importantes de liquidités pour les sauver. Ce faisant, elles finissent par financer les spéculateurs au risque de provoquer une nouvelle crise financière.

Que sont les stablecoins et les monnaies numériques de banques centrales ?

**Dominique Plihon** Depuis la création du bitcoin se sont développées deux générations de monnaies numériques. La première est celle des stablecoins, « jetons stables » en français. Ce sont des monnaies privées. En les créant, les acteurs ont voulu pallier le défaut majeur des cryptoactifs, qui est leur instabilité liée essentiellement à leur nature spéculative. Pour y parvenir, ils ont adossé les stablecoins soit à une monnaie comme le dollar, soit à des paniers de monnaies. On peut distinguer les stablecoins selon leur émetteur.

Il peut s'agir d'une entreprise privée sans envergure particulière ou d'acteurs globaux comme les Gafam. Dans ces cas-là, on parle de global stablecoins. On peut aussi distinguer les stablecoins selon les transactions auxquelles elles servent comme les échanges entre acteurs financiers ou ceux qui servent au grand public. La seconde génération est celle des monnaies numériques des banques centrales (MNBC).

L'émergence de technologies comme la blockchain permet d'abaisser les coûts d'émission des monnaies. Une centaine de banques centrales projettent de créer une MNBC.

La Chine a créé la sienne en 2014. L'Europe a un projet d'euro numérique.

**Denis Durand** Les MNBC veulent être une réponse des banques centrales au risque de perte de contrôle provoqué par le développement non contrôlé de monnaies privées et [en particulier des stablecoins](#). L'usage de ces derniers s'est énormément développé depuis deux ans.

Le montant total atteint plus de 300 milliards d'euros, soit + 30 % en quelques mois. Les stablecoins se présentent comme dignes de confiance parce que leurs émetteurs doivent mettre en réserve une quantité égale de véritables monnaies. Le développement du stablecoin est aussi encouragé par le gouvernement Trump avec comme objectif le maintien de l'hégémonie du dollar.

Sur le même thème



[Avec le retour de Donald Trump, l'avènement des cryptomonnaies va-t-il avoir lieu ?](#)

**Dominique Plihon** Le marché des stablecoins est adossé à 97 % sur le dollar. Ce qui explique l'intérêt des États-Unis car cela contribue au maintien du caractère hégémonique de sa monnaie dans le système monétaire international. La bataille menée par Trump est aussi une bataille libertarienne, le développement de la monnaie privée contre la monnaie publique. Il a interdit à la FED de se lancer dans un projet de MNBC.

**Denis Durand** Les monnaies privées ne sont pas une nouveauté. J'ai un compte dans une banque privée, c'est une monnaie privée. La différence est que les banques sont très réglementées et surveillées. Avec les stablecoins, on assiste à une privatisation accrue des circuits de circulation de la monnaie. Le développement des Gafam et celui de l'IA exigent des milliards et des milliards de dollars.

L'épargne disponible aux États-Unis ne suffit pas et il faut aller chercher des fonds dans le monde entier. Parce que les stablecoins sont garantis par des bons du Trésor américain, leur développement va faciliter leur placement et le financement de la dette publique et privée des États-Unis. C'est à cela que sert le « privilège exorbitant du dollar ». Trump cherche à maintenir l'hégémonie du dollar tout en faisant baisser son cours pour redonner de la compétitivité à l'industrie aux États-Unis.

**Dominique Plihon** C'est une belle contradiction que les États-Unis auront du mal à surmonter. D'un côté, ils encouragent l'utilisation du dollar et des stablecoins adossés au dollar et, de l'autre, ils veulent un dollar pas trop fort car cela nuit à leur compétitivité.

Sur le même thème



[Centrafrique : comment les cryptomonnaies ont servi au pillage de l'un des pays les plus pauvres du monde](#)

Mais si les achats de bons du Trésor des États-Unis augmentent, cela va faire monter le cours du dollar. On ne peut pas encourager l'usage du dollar et maintenir un cours du dollar pas très élevé. La politique des droits de douane de Donald Trump est aussi un moyen de lutter contre ce problème de compétitivité.

La Chine menace-t-elle l'hégémonie du dollar ?

**Dominique Plihon** La Chine semble vouloir développer le renminbi (yuan) et contrer ainsi l'influence du dollar, mais elle veut limiter la convertibilité de sa monnaie pour en conserver le contrôle. C'est aussi une contradiction importante car concurrencer le dollar implique de favoriser l'usage du renminbi.

**Denis Durand** La MNBC chinoise, qui équivaut à des billets de banque, peut être détenue dans un porte-monnaie numérique sur son téléphone portable. La population semble préférer détenir des moyens de paiement privés proposés par des multinationales comme Alibaba. Les Chinois

ne sont pas les seuls à remettre en question l'hégémonie du dollar. Sortir de la dépendance de cette monnaie est un projet commun aux Brics, qui pourraient utiliser les cryptoactifs dans ce but.

Qu'est-ce qui pourrait remplacer le dollar ?

**Denis Durand** Deux options sont possibles : celle d'une monnaie commune mondiale de coopération et celle d'une fragmentation du système monétaire international, avec des monnaies qui rivalisent pour la domination mondiale.

**Dominique Plihon** À court terme, on se dirige plutôt vers un fractionnement. Au vu des tensions géopolitiques multiples, la coopération n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Les Brics cherchent à échapper au dollar notamment pour contourner les sanctions.

Sur le même thème



[Stablecoins, monnaies privatisées : ce cataclysme financier que prépare Trump avec son Genius Act sur la cryptomonnaie](#)

La domination du dollar permet aux États-Unis de bénéficier de l'avantage de l'extraterritorialité. Ce qui leur permet de sanctionner des pays ou des établissements bancaires qui ont des politiques contraires à leurs intérêts. Les États-Unis savent où les transactions en dollar sont faites parce que, à un moment ou à un autre, elles finissent par transiter par leur système bancaire.

Pour échapper à cette extraterritorialité, les pays essaient de se replier sur l'usage de leur monnaie nationale. La plupart des échanges de matière première dans le monde sont encore libellés en dollar. Effectuer ces échanges dans d'autres monnaies est un moyen de contrer cette hégémonie. La Chine ou la Russie libellent ainsi les échanges de pétrole en yuans ou en roubles. Il y a aussi des tentatives, de la part des Brics, d'utiliser des systèmes de paiement qui ne soit pas dominés par le dollar, c'est-à-dire le système Swift.

Les stablecoins peuvent-ils provoquer une crise de la dette ?

**Denis Durand** Si un acteur des stablecoins n'inspire plus confiance, il est possible que ses clients lui demandent de rembourser et le contraignent ainsi à vendre les bons du Trésor qu'il détient. Cela peut avoir des effets violents sur le marché de la dette des États-Unis et donc sur le niveau des taux intérêts auxquels ils peuvent emprunter. L'accumulation gigantesque de

dette financière publique et privée est un véritable baril de poudre. Une telle crise serait dévastatrice pour les États-Unis mais aussi pour les détenteurs de leur dette, chinois, japonais ou européens.

**Dominique Plihon** Les risques liés à l'IA inquiètent particulièrement. L'investissement dans ce domaine creuse la dette et, si d'aventure, les retours sur investissement n'étaient pas aux rendez-vous cela pourrait provoquer une crise d'ampleur.

**Denis Durand** Un aspect inquiétant de cette situation est l'inefficacité croissante des financements. Au début des années 2000, dans les 80 principales économies, 100 dollars de prêts avaient pour contrepartie 50 dollars de valeur ajoutée. Aujourd'hui, ce ne sont plus que 30 dollars.

La fuite en avant dans la domination des marchés financiers ne peut qu'aggraver ce problème. C'est pourquoi le projet global d'« union de l'épargne et des investissements » porté par l'UE est dangereux. Il vise à créer un « 28<sup>e</sup> régime juridique », permissif pour les multinationales, et à créer un marché de la dette européenne aussi attractif que celui des États-Unis. Pour faire cela, il faut attirer l'épargne vers les marchés financiers et développer les fonds de pension, c'est-à-dire détruire ce qui reste de sécurité sociale dans les pays européens.

Qu'est-ce que pourrait être une monnaie commune ?

**Dominique Plihon** Deux pistes sont envisageables. En 1944, Keynes avait proposé de créer le « bancor ». L'idée était que cette monnaie devait servir à solder les déséquilibres de balance des paiements entre pays. Dans le cadre d'une institution internationale qui pourrait être un FMI réformé, un pays en dette s'en acquitterait en utilisant cette monnaie internationale.

L'autre piste, c'est l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont des lignes de crédit ouvertes auprès du FMI pour aider les pays qui connaissent des problèmes de balance des paiements et financer les déséquilibres. Les DTS sont une sorte de monnaie panier dans lequel on trouve le dollar, l'euro, le yen, la livre sterling et le yuan sans que l'une d'elles soit privilégiée.

Sur le même thème



### [Cryptomonnaies : l'empire Binance dans la tourmente](#)

Cela implique une réforme du FMI qui mette fin à la domination des pays occidentaux et particulièrement des États-Unis et qui fasse de lui une véritable banque. Actuellement le FMI ne

peut que prêter les fonds confiés par les pays membres. Le FMI réformé jouerait ainsi un rôle de banque centrale avec une capacité de création monétaire. Malheureusement, les conditions d'une coopération internationale ne sont pas réunies, comme le montre le contexte international actuel.

**Denis Durand** L'intérêt des DTS est qu'ils existent déjà et que donc c'est une solution technique qu'on n'a pas à inventer. Elle est au centre des débats depuis que le gouverneur de la Banque centrale chinoise, en 2009, s'est prononcé dans ce sens, Cela implique que les États-Unis perdent leur droit de veto au FMI. Ils détiennent actuellement 16 % des droits de vote alors que les décisions importantes nécessitent une majorité de 85 %.

L'idée, déjà avancée par Paul Boccara en 1983, est de créer un FMI radicalement transformé placé sous l'égide de l'ONU et mettant à disposition des banques centrales des différents pays, par création monétaire, une monnaie commune pour financer, par des crédits à long terme et à très faibles taux d'intérêt, des projets répondant aux défis posés par le réchauffement climatique et le développement des biens communs de l'humanité, c'est-à-dire au service de l'emploi, de la qualification des travailleurs, de l'éducation, des services publics.

#### **Avant de partir, une dernière chose...**

Contrairement à 90% des médias français aujourd'hui, **l'Humanité ne dépend ni de grands groupes ni de milliardaires**. Cela signifie que :

- nous vous apportons des informations impartiales, sans compromis. Mais aussi que
- nous n'avons pas les moyens financiers dont bénéficient les autres médias.

**L'information indépendante et de qualité a un coût. Payez-le.**

[Je veux en savoir plus](#)